



RioTinto

**CRÉER UN
ENVIRONNEMENT
D'AFFAIRES
PROPICE À
L'INVESTISSEMENT**

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES
2019-2020

**MÉMOIRE PRÉSENTÉ
AU MINISTRE DES FINANCES
DU QUÉBEC**

JANVIER 2019

*Rio Tinto remercie le gouvernement du Québec et le ministère des Finances
pour l'invitation à participer aux consultations prébudgétaires
destinées à déterminer les orientations et à façonner les mesures
qui seront incluses dans le prochain plan budgétaire de l'État québécois.*

*Nous nous engageons dans cette démarche avec le même enthousiasme qui nous habite
au quotidien, soit celui de développer un Québec
plus prospère, plus innovant et plus vert.*

RIO TINTO AU CANADA ET AU QUÉBEC

Rio Tinto a une grande présence industrielle au Canada, mais c'est au Québec qu'il opère le plus grand nombre de sites. L'aluminium constitue le cœur de ses opérations au Québec et les alumineries de Rio Tinto figurent parmi les plus propres et les plus écoénergétiques au monde. À ce sujet, nous sommes le plus important producteur privé d'énergie hydroélectrique renouvelable au pays. Nous exploitons des installations portuaires et trois réseaux de chemins de fer. Nos centres de recherche et développement sont des pionniers de l'innovation et parmi les plus importants de leur industrie respective. Le Québec, avec ses ressources naturelles abondantes, nous permet d'opérer un vaste complexe métallurgique situé à Sorel-Tracy qui utilise le minerai de la Côte-Nord comme matière première. À Sept-Îles, nos imposantes installations portuaires permettent à plus de 20 millions de tonnes de minerai de fer en provenance de Labrador City et Schefferville de prendre le chemin des marchés internationaux.

NOS ENTREPRISES ET PARTICIPATIONS

Centre décisionnel de Montréal

En 2018, Rio Tinto a établi à Montréal son centre décisionnel pour l'ensemble des Amériques, de l'Europe et de l'Afrique. Cette importante décision confirme le rôle stratégique que le Québec et Montréal occupent pour les opérations mondiales de Rio Tinto. Il regroupe ainsi plus 650 employés œuvrant partout sur la planète à partir de Montréal.

Rio Tinto Aluminium

Le siège social mondial du groupe Rio Tinto Aluminium est situé à Montréal. Il est dirigé par Alf Barrios. L'entreprise opère six alumineries au Québec et en Colombie-Britannique, dont certaines dotées des plus récentes technologies disponibles. Nous opérons sept centrales hydroélectriques, dont six au Québec et un réseau de transport d'électricité. Nous produisons ainsi, au Canada et au Québec et ce depuis plus de 100 ans, l'aluminium dont l'empreinte carbone est parmi la plus faible au monde. De plus, nous exploitons au Saguenay une raffinerie d'alumine, matière première essentielle dans la production d'aluminium.

De plus, le groupe aluminium de Rio Tinto est partenaire à 40% de l'aluminerie Alouette à Sept-Îles et de 25.1% de l'aluminerie Bécancour (ABI).

Rio Tinto Fer et Titane

Rio Tinto Fer et Titane est établi au Québec depuis 65 ans et a été le premier à concevoir un procédé permettant d'extraire le fer de l'ilménite. Au Lac Tio, à Havre-Saint-Pierre, nous exploitons le plus important gisement d'ilménite en roche dure au monde et notre complexe métallurgique de Sorel-Tracy se situe parmi les grands producteurs de fonte de haute qualité, d'acier et de poudres métalliques. L'ensemble de ces opérations est supporté par notre important centre de recherche situé sur le complexe. Unique en son genre, le complexe métallurgique Rio Tinto Fer et Titane consiste en un réseau d'usines interconnectées qui produisent de la matière première pour les usines de pigment, l'industrie automobile, de la construction et les fonderies.

Compagnie minière IOC

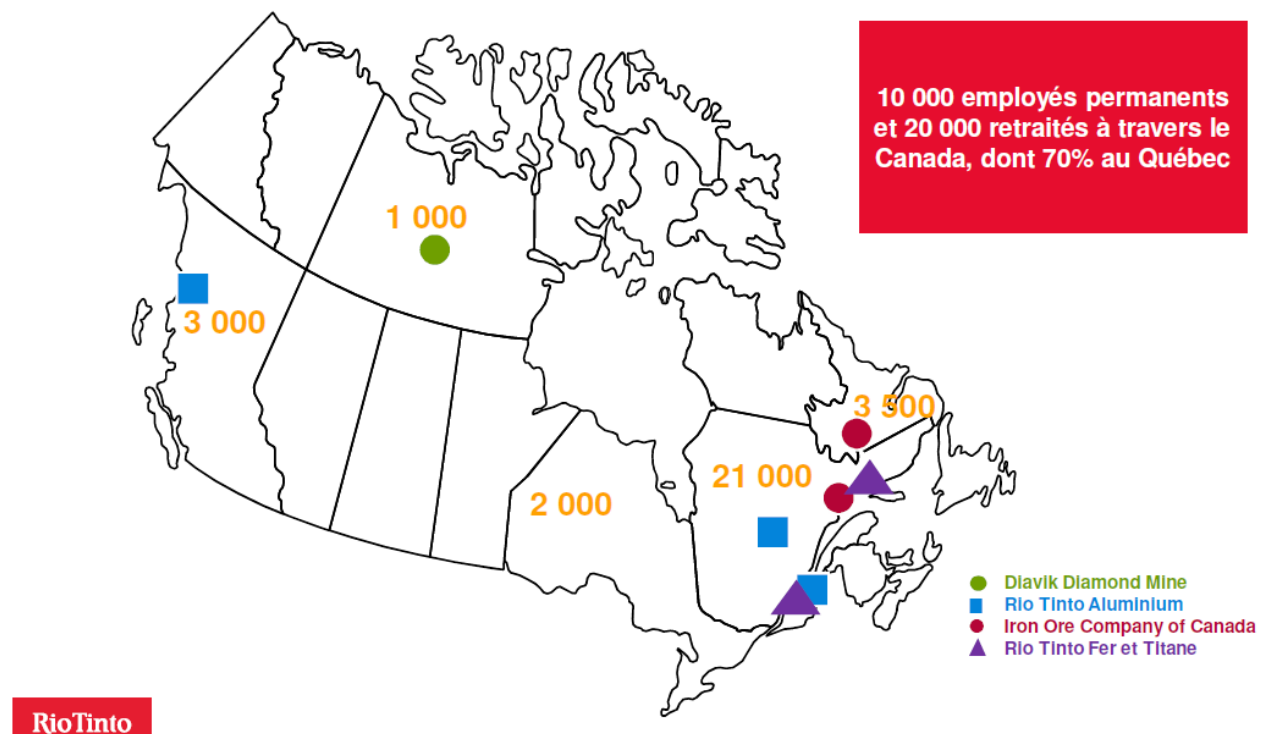
La Compagnie minière IOC est l'un des principaux fournisseurs canadiens de boulettes et de concentré de minerai de fer pour des clients du monde entier, Rio Tinto détient 58.72% de la Compagnie minière IOC. IOC exploite une mine, un concentrateur et une usine de bouletage à Labrador City (Terre-Neuve-et-

Labrador) et des installations portuaires à Sept-Îles (Québec). En période d'activités normales, IOC produit près de 22 Mt de concentré et boulettes de fer. Elle possède également un chemin de fer de 418 kilomètres qui relie la mine au port. Les installations portuaires de Sept-Îles ont une capacité de chargement de 30 Mt par année et nous relie aux marchés en croissance rapide, du littoral du Pacifique.

Mine de diamants Diavik

Située dans les terres éloignées des Territoires du Nord-Ouest, la mine de Diavik produit des diamants de qualité exceptionnelle. La mine produit annuellement six à sept millions de carats, principalement de gros diamants blancs de qualité joaillerie. Diavik exploite actuellement quatre gisements, dont le dernier a été inauguré en août 2018.

Rio Tinto au Canada Plus de 30 000 employés et retraités



NOS INSTALLATIONS AU QUÉBEC

ALUMINERIES SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

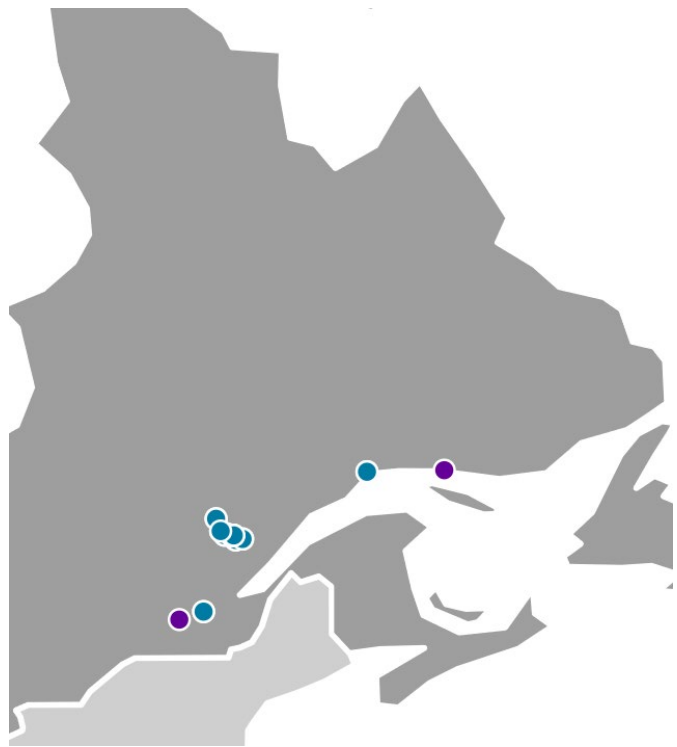
Nous opérons l'ensemble de nos alumineries du Saguenay—Lac-St-Jean en un réseau unique sous l'appellation Alumineries Saguenay—Lac-Saint-Jean. Ce regroupement intègre la production de près de 1,2 millions de tonnes d'aluminium produite à partir d'hydroélectricité.

Alma (Alma, Québec)

L'Usine Alma est reconnue comme chef de file en matière de performances environnementales, non seulement au sein du Groupe Rio Tinto, mais aussi à travers l'industrie mondiale de l'aluminium. Ce centre de production est le plus important du groupe au Québec et utilise la technologie AP40. Plusieurs centres de coulées de cette usine maximisent la valeur de notre aluminium.

Arvida (Saguenay, Québec)

Située au Complexe Jonquière, l'Usine Arvida a été mise en service en 1954. L'aluminium produit est coulé de sorte qu'il permet de créer de la valeur pour nos clients, principalement du secteur automobile américain. Cette usine dispose actuellement des autorisations pour opérer jusqu'en 2025.



Aluminerie Arvida, Centre de technologie AP60 (Saguenay, Québec)

Ce centre est au cœur du développement de la technologie AP60, la technologie d'électrolyse la plus avancée à l'échelle mondiale – moins énergivore et 40 % plus productive que toutes les générations précédentes de technologie AP. Inaugurée en 2013, cette usine a nécessité des investissements de 1,2 milliards de dollars.

Grande-Baie (Saguenay, Québec)

L'Usine Grande-Baie produit de l'aluminium sous plusieurs formes, destiné à des applications spécialisées à l'échelle mondiale. Cette aluminerie est reconnue dans toute l'industrie de l'aluminium mondiale comme leader en matière d'innovation et santé et sécurité.

Laterrière (Saguenay, Québec)

Dotée de la technologie à anodes précuites P155, l'usine de Laterrière produit 244 000 tonnes par année de lingot de laminage et de métal en fusion.

PARTICIPATIONS ALUMINERIES

Aluminerie Alouette (Sept-Îles, Québec)

L'Aluminerie Alouette est la plus importante productrice d'aluminium en Amérique et l'une des plus efficaces au monde. Rio Tinto détient une participation de 40 % dans l'entreprise autonome détenue en co-entreprise par cinq propriétaires, dont le gouvernement du Québec par l'entremise d'Investissement Québec.

Aluminerie de Bécancour (Bécancour, Québec)

L'Aluminerie Bécancour (ABI) est détenue par Alcoa (74,9%) et par Rio Tinto (25,1%). Bécancour a été la première entreprise québécoise à devenir membre élite du réseau écoélectrique d'Hydro-Québec.

RAFFINERIE D'ALUMINE

Vaudreuil (Saguenay, Québec)

La raffinerie d'alumine Vaudreuil, située sur le Complexe Jonquière, transforme la bauxite en provenance de l'Afrique et du Brésil en alumine et répond à 70% des besoins de nos alumineries régionales. Elle figure parmi les plus propres et les plus écoénergétiques au monde. Il s'agit de la seule raffinerie d'alumine au Canada et l'un des rares transformateurs de minerai en provenance de pays extérieurs.

CENTRE DE RECHERCHE

Centre de recherche et de développement Arvida (CRDA)

Situé au cœur de nos installations du Saguenay—Lac-St-Jean, le Centre de recherche et de développement Arvida est névralgique et permet à l'entreprise de se démarquer en développant les avancées technologiques répondant à la fois aux besoins de nos usines et de nos clients. Cet important centre de recherche situé en région emploie plus de 130 personnes et développe les plus récentes innovations de la planète aluminium en collaboration avec les différents sites de production du groupe Aluminium qui sont, pour ainsi dire, le prolongement des activités en R&D et en innovation.

CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES

Depuis les années 1920, l'entreprise a aménagé progressivement des barrages, des centrales hydroélectriques et des lignes de transport d'énergie pour être autosuffisante sur le plan énergétique.

Au Saguenay—Lac-Saint-Jean, Rio Tinto exploite trois centrales sur la rivière Péribonka et trois autres sur la rivière Saguenay. La production des centrales fournit environ 90% des besoins de Rio Tinto en électricité. L'autre 10% est acheté auprès d'Hydro-Québec. Depuis la mise en opération de l'Usine Alma, Rio Tinto est globalement un acheteur net d'électricité.

IOC exploite également une centrale sur la rivière Ste-Marguerite.

CRÉER UN ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES PROPICE À L'INVESTISSEMENT

Rio Tinto partage l'ambition et la vision du nouveau gouvernement qui souhaite stimuler l'investissement, encourager l'innovation et créer des emplois de qualité. Il s'agit de la même stratégie d'affaires épousée pour ses activités québécoises. En prévision du prochain budget du Québec, Rio Tinto invite le nouveau gouvernement à poser des jalons supplémentaires pour créer un environnement d'affaires propice à l'investissement.

Devant une économie mondiale où pointent des signes d'incertitude, il faut maintenir un climat de confiance et de prévisibilité. Aussi performant soit-il sur le plan économique, le Québec offre plusieurs atouts, mais il ne se trouve pas isolé de la réalité des marchés planétaires. Les tarifs douaniers américains de 25 % sur les importations d'acier et de 10 % sur les importations d'aluminium décrétés par l'administration américaine, combinés à la réforme très favorable de la fiscalité pour les entreprises situées aux États-Unis, ont des impacts pour une entreprise comme Rio Tinto. Ceci est sans compter la pression venant de l'Asie, avec la Chine devenue le premier producteur mondial d'aluminium.

De plus, les coûts de matières premières pour l'industrie de l'aluminium ont subi de fortes hausses.

Pour maintenir cette filière névralgique pour l'économie québécoise, le Québec ne peut miser que sur la disponibilité de ses ressources en hydroélectricité. Il doit agir sur plusieurs fronts, qu'il s'agisse de la fiscalité, de la réglementation, d'incitatifs financiers dans le respect des accords de commerce internationaux, de recherche et développement et d'appariement avec les initiatives vertes.

1. Pour une fiscalité compétitive

Les tarifs sur l'aluminium et l'acier sont excessivement dommageables pour des entreprises comme Rio Tinto. Ces tarifs nuisent à notre compétitivité et représentent, chaque mois, des coûts de plusieurs dizaines de millions de dollars.

Par ailleurs, la réforme de la fiscalité américaine fait en sorte que les entreprises d'ici ne se battent pas à armes égales dans une économie mondialisée et hautement compétitive. Malgré la signature de l'Accord économique États-Unis, Mexique, Canada (AEUMC), il n'en demeure pas moins que le maintien des tarifs douaniers fait mal à l'industrie de l'aluminium. Non seulement Rio Tinto doit rivaliser avec la Chine, là où les coûts de production sont nettement inférieurs, mais en plus elle doit faire face à une hausse importante des coûts de la matière première.

Ajoutons à cela que le Québec impose les charges sociales et les taxes sur la main-d'œuvre parmi les plus élevées; autant de facteurs qui peuvent freiner l'investissement. Actuellement, les mesures américaines ont pour effet de stimuler le redémarrage d'unités de production d'aluminium situées aux États-Unis qui avaient été fermées.

Voilà pourquoi le Québec doit se doter d'une fiscalité concurrentielle qui tienne compte de la nouvelle dynamique américaine, pays qui constitue notre principal partenaire commercial.

De manière générale, les mesures fiscales annoncées par Québec ne s'appliquent pas aux sociétés de production d'aluminium comme Rio Tinto Alcan Inc. (« RTA »). En août dernier, le gouvernement du Canada annonçait des mesures dans le but de soutenir les entreprises touchées par l'imposition récente de tarifs douaniers. Ces mesures visaient à bonifier le crédit d'impôt pour investissement relatif au matériel de fabrication et de transformation (« CII »).

Or, les sociétés de production d'aluminium et sociétés minières sont exclues, par définition, de l'admissibilité au CII même si ces sociétés sont par ailleurs visées par les nouveaux tarifs douaniers.

Plus récemment, Québec annonçait en décembre dernier, des mesures visant à favoriser l'accélération de l'investissement des entreprises afin de les aider à accroître leur productivité par le biais d'amortissement à 100% ainsi que d'un amortissement additionnel de 30%. Toutefois, ces mesures ne s'appliquent pas pour une société qui transforme des ressources minérales, telles que la bauxite, l'aluminium et le minerai. En conséquence, nous demandons :

Que le crédit d'impôt pour investissement relatif au matériel de fabrication et de transformation et les mesures visant à favoriser l'accélération de l'investissement des entreprises puissent être accessibles aux sociétés qui transforment les matières premières au Québec.

D'autres programmes gouvernementaux au Québec pourraient faire une réelle différence s'ils étaient ajustés ou révisés pour répondre aux besoins de l'industrie. Pensons notamment au programme de congé fiscal pour grands projets d'investissements de 100 M\$ (ou de 75 M\$ au Saguenay—Lac-Saint-Jean ou sur la Côte-Nord).

1. Pour une réglementation allégée et plus prévisible

Bien que le Québec ait franchi, au cours des dernières années, des avancées intéressantes en termes d'allègement réglementaire, il n'en demeure pas moins que de nouvelles initiatives sont toujours susceptibles de changer l'environnement d'affaires et de représenter des charges additionnelles pour les entreprises en sol québécois. Ces nouvelles initiatives ou ces nouvelles législations constituent autant de menaces et conduisent à un effritement de notre rentabilité.

Une entreprise comme Rio Tinto a besoin de stabilité et toute initiative qui crée de l'instabilité constitue une contrainte supplémentaire à l'investissement; qu'on pense aux modifications apportées dans les régimes de pensions, le recours aux agences de placement, l'exportation des surplus d'électricité, la modernisation entourant la taxation des barrages, etc.

2. Pour des incitatifs financiers qui permettent le démarrage de projets

Fier de ses racines québécoises, Rio Tinto, plus gros employeur privé dans les régions du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, a fait du Québec l'endroit où il a choisi de mener sa stratégie de croissance et d'investissements. Aucune autre entreprise privée n'investit autant que Rio Tinto dans ces régions, et ce, malgré l'incertitude des marchés. D'ailleurs, le Groupe Aluminium de Rio Tinto n'a jamais cessé d'investir afin d'affronter les marchés en constants changements.

En 2018, au Québec, pas moins de 450 M\$ ont été investis en immobilisations (CAPEX), que ce soit par l'entremise de Rio Tinto Aluminium et de Rio Tinto Fer et Titane. Ceci est sans compter l'effet de levier que ces investissements génèrent dans la région auprès d'un nombre impressionnant de fournisseurs locaux. Rio Tinto entend continuer sur cette voie au cours des prochaines années.

Des projets d'envergure sont en développement au Québec avec l'objectif de consolider notre positionnement sur les marchés mondiaux. Mais pour que ces projets puissent se réaliser dans un marché caractérisé par de nombreuses incertitudes, ils devront pouvoir être concurrentiels. Pour ce faire, les entreprises doivent avoir accès à certains incitatifs financiers de la part des gouvernements. Selon la toute récente publication¹ de l'OCDE parue le 7 janvier dernier sur l'analyse des distorsions dans le marché international de l'aluminium, parmi les 17 grands producteurs mondiaux retenus aux fins d'analyse, Rio Tinto est au nombre des entreprises qui, de loin, bénéficient le moins de subventions directes ou indirectes.

Actuellement, plusieurs programmes gouvernementaux au Québec pourraient faire une réelle différence s'ils étaient ajustés et permettraient la réalisation d'investissements structurant dans les régions du Québec. Nous avons parlé plus tôt du programme de congé fiscal pour grands projets d'investissements qui devraient être converti en crédits d'impôts, mais d'autres avenues peuvent également être explorées par le gouvernement :

Pour soutenir le secteur manufacturier, créer de la richesse et stimuler la création et le maintien d'emplois, le gouvernement du Québec devrait tirer avantage des surplus hydroélectriques actuels afin d'inciter les entreprises à investir à long terme au Québec.

3. Recherche et développement

Rio Tinto Canada possède deux importants centres de recherche qui investissent plusieurs dizaines de millions de dollars annuellement en recherche scientifique et au développement expérimental (« RS&DE »). Le fruit de nos recherches permet aux sociétés de notre groupe de demeurer compétitives.

¹ OECD (2019), "Measuring distortions in international markets: the aluminium value chain", OECD Trade Policy Papers, No. 218, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/c82911ab-en>

Au fil des ans, le Québec a beaucoup réduit les incitatifs à la RS&DE qu'il accorde aux entreprises. Le taux de crédits d'impôt sur les salaires est successivement passé de 20% à 17,5%, puis à 14% depuis 2014. Celui s'appliquant aux partenariats de recherche et à la recherche universitaire de 40% à 35%, puis à 14% depuis 2014.

Dans un contexte de changements technologiques, Rio Tinto croit que le gouvernement québécois devrait rétablir les taux des crédits d'impôts pour s'assurer que les entreprises investissent suffisamment pour s'assurer qu'elles aient un brillant avenir.

4. Appariement du capital investi par le Fonds Vert au capital privé dans les compagnies innovantes et projet d'infrastructure

L'objectif derrière cette demande est de bâtir une économie verte basée sur les entreprises technologiques québécoises détenant de la propriété intellectuelle et ayant un impact positif sur la réduction des GES (compagnies innovantes: réductions prospectives et projet d'infrastructure: réductions réelles). Cela permettrait aussi de créer un effet de levier pour attirer des capitaux privés, en plus d'assurer que le gouvernement obtienne les mêmes termes et conditions que le privé pour sa portion investissement.

CONCLUSION

Profondément enraciné dans la province du Québec et dans les communautés où se trouvent ses installations, Rio Tinto a de grandes ambitions pour le Québec. Des projets d'envergure sont en phase d'exécution et d'autres en sont au stade d'analyse et pourraient prendre leur envol dans la mesure où le climat est favorable à l'investissement. Entretemps, Rio Tinto continue d'investir massivement au Québec, autant dans ses installations, sa main-d'œuvre et les communautés où il opère. La Société souhaite continuer de le faire en partenariat avec le gouvernement du Québec, dans un environnement d'affaires stable, concurrentiel et propice aux investissements.

Grâce à ses investissements dans la modernisation de son parc d'usines, l'industrie de l'aluminium au Québec a réussi à traverser la crise mondiale du secteur de 2008 à 2016.

Durant cette même période, la Chine et le Moyen-Orient se sont hissés respectivement au premier et au troisième rang de la production mondiale, imposant de nouveaux seuils de performance affectant l'ensemble de la production mondiale. À titre d'exemple, la Chine a produit pendant les dix dernières années ce que le reste du monde a produit depuis cent ans. Conséquence : Rio Tinto doit assurer l'amélioration constante de la productivité de ses usines et la réduction de ses coûts.

Notre principal marché, les États-Unis, est devenu à risque et les tarifs imposés par l'administration américaine viennent diminuer nos revenus, affectant du même coup nos projets de croissance.

Ces dix années de turbulences nous ont forcés à être plus efficaces et efficients. Elles nous ont aussi rendus plus forts. Or, dans cet environnement d'affaires fragilisé, tout ce qui vient ajouter au fardeau financier fait le jeu de nos concurrents : nouvelles légalisations, taxation municipale, normes du travail, etc.

Plus que jamais, l'intervention gouvernementale doit être alignée sur cette réalité, prendre en compte notre exposition aux risques et aux aléas du marché mondial et être habilitante afin de favoriser la productivité et faciliter les investissements.

Nous produisons au Québec, et ce depuis plus de 100 ans, des matières essentielles aux progrès humains. Nous sommes engagés afin de participer aux développements des technologies plus vertes qui auront des impacts positifs sur la lutte contre les changements climatiques. Le Québec est et doit demeurer cet endroit de choix.

Nous souhaitons sensibiliser le nouveau gouvernement à l'importance de soutenir la création et le maintien d'emplois :

- En se dotant d'une fiscalité plus concurrentielle pour tenir compte de la nouvelle réalité américaine.
- En limitant la nouvelle réglementation ou législation représentant des effets négatifs sur la compétitivité des entreprises.
- Le Québec dispose d'une richesse incroyable et, contrairement à la décennie précédente, il dispose maintenant d'importants surplus énergétiques structurels. Il faut favoriser l'utilisation de ces surplus hydroélectriques pour favoriser le développement de projets créateurs d'emplois.